



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU GARD

SOUS PREFECTURE D'ALÈS

Pôle développement durable

ARRETE PREFECTORAL N° 2007-46 du 28 Décembre 2007
Prescrivant la réalisation d'une analyse critique des études
De dangers des installations de la société RHODIA OPERATIONS situées
Sur le territoire de la commune de SALINDRES

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'Honneur ;

- Vu l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000,
- Vu le Code de l'environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;
- Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- Vu le décret du 20 mai 1953 modifié déterminant la nomenclature des Installations Classées;
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, et notamment son article 18 ;
- Vu le décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques;
- Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2005-62 du 5 octobre 2005 Autorisant la société Rhodia Organique à procéder à l'extension de son usine de fabrication de produits chimiques située sur le territoire de la commune de Salindres ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-18 du 15 mai 2006 prescrivant des compléments à l'étude des dangers en vue de l'élaboration du PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) autour du site de la Société Rhodia Organique située sur le territoire de la commune de Salindres ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-36 du 16 octobre 2006 autorisant la société Rhodia Opérations à reprendre les activités précédemment exploitées par la société Rhodia Organique située sur la commune de Salindres et modifiant l'arrêté préfectoral n°2005-62 du 5 octobre 2005 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-B-3/8 du 10 Septembre 2007 donnant délégation de signature à M. Stéphane GUYON, sous-préfet d'Alès ;

- Vu la circulaire du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO », visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;
- Vu la circulaire du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques ;
- Vu les études de dangers de la société Rhodia Organique : Catalyseurs Homogènes – Février 2004 et FLORIN – Novembre 2004 ;
- Vu la demande d'autorisation d'exploiter de la société Rhodia Organique :Dépotage/Distribution HFA – Octobre 2004 ;
- Vu les études de dangers actualisées des installations PPFO, MGF₂, FLORIN, CATALYSEURS HOMOGENES, DEPOTAGE/DISTRIBUTION HFA et PARCAGE WAGONS du site de Salindres de la société Rhodia Opérations transmise, par courriers successifs des 20 mars, 16 avril et 10 mai 2007 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 octobre 2007 ;
- Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 13 novembre 2007 ;

La Société Rhodia Opérations entendue,

- CONSIDERANT que la société Rhodia Opérations relève du régime AS de la nomenclature des installations classées ;
- CONSIDERANT que la présence de substances dangereuses dans l'établissement Rhodia Opérations à Salindres induit des zones de danger pour les populations;
- CONSIDERANT qu'un Plan de Prévention des Risques Technologiques doit être établi autour de ces installations;
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de disposer d'une analyse aussi complète et objective que possible de toutes les composantes du risque afin de définir les mesures de prévention et de protection adéquates et de disposer des éléments nécessaires à la détermination de l'aléa engendré par les installations;
- CONSIDERANT que l'importance particulière des dangers ou inconvénients présentés par la présence de substances dangereuses dans l'établissement Rhodia Opérations à Salindres nécessite la réalisation d'une analyse critique de l'étude de dangers par un organisme extérieur expert;

Sur proposition du sous-préfet d'Alès :

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE L'ARRETE

La Société Rhodia Opérations dont le siège social est situé Immeuble Cœur Défense – Tour A - 92931 La Défense cedex, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté relatif à son site de production implanté sur la commune de Salindres.

ARTICLE 2 : REALISATION D'UNE ANALYSE CRITIQUE

La Société Rhodia Opérations est tenue de produire, à ses frais, une analyse critique des études de dangers de ses installations.

Cette analyse critique devra être effectuée par un organisme extérieur-expert qui n'aura pas participé à l'élaboration des études de dangers et qui sera choisi en accord avec l'Administration.

L'organisme expert donnera un avis sur la pertinence des mesures vis à vis de la sécurité figurant dans l'étude des dangers, identifiera les points faibles et les possibilités d'amélioration.

2.1. Pour les études de dangers FLORIN, PPFO et Dépotage et distribution HFA, l'analyse critique indiquera notamment dans quelle mesure :

- a) la méthode visant à déterminer la fréquence des événements initiateurs et l'application qui en est faite sont appropriées sur le site de Salindres ; elle évaluera la pertinence de la fréquence des événements initiateurs, des événements centraux redoutés et phénomènes dangereux.
En cas de différence avec la fréquence évaluée par la société Rhodia Opérations, le tiers expert indiquera et justifiera la fréquence issue de sa propre analyse.
- b) le niveau de confiance affecté aux mesures de maîtrise des risques est pertinent
- c) les données de base et hypothèses prise en compte par la société Rhodia Opérations pour le calcul de l'intensité des effets des phénomènes dangereux sont appropriées ;
- d) le positionnement de l'exploitant vis à vis des causes identifiées et/ou de l'absence de cause susceptible de conduire au développement des potentiels de dangers issus des installations est fondé ;
- e) il existe un risque de développement d'un phénomène dangereux non identifié ou évalué de type UVCE suite à un épandage conduisant à la formation d'un nuage de vapeurs inflammables et de son explosion – au niveau des stockages, de l'atelier et des postes de dépotage ;

2.2. Pour l'étude de dangers Dépotage et distribution HFA, le tiers expert évaluera la pertinence des modélisations des phénomènes dangereux et des différences constatées par rapport aux études précédentes eu égard aux justifications fournies par l'exploitant pour les zones d'effets correspondant aux SEI, SEL et SEL5%.

2.3. Pour l'étude de dangers PPFO, le tiers expert indiquera en outre dans quelle mesure :

- aucun phénomène dangereux n'a été négligé ;
- les zones d'effets SEL5%, SEL1% et SEI donnés pour les conséquences des accidents sont pertinentes.

ARTICLE 3 : DELAI DE REALISATION

Le rapport d'expertise devra être remis au Préfet du Gard, accompagné d'un exposé des suites envisagées par la société Rhodia Opérations par rapport aux recommandations du tiers expert, avant le 1^{er} décembre 2007.

ARTICLE 4 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 : INFORMATION DES TIERS

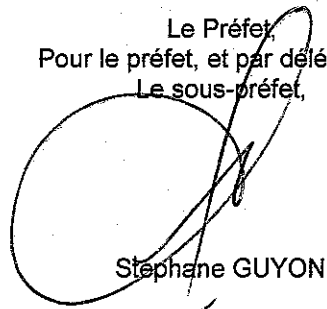
En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Salindres et pourra y être consultée,
- un extrait de cet arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette Mairie,
- ce même extrait devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire,
- un avis au public sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 6 : COPIE

Le préfet du Gard, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Languedoc-Roussillon, le Maire de Salindres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié au recueil des actes administratif de la préfecture du Gard et dont une copie sera notifiée à la Société Rhodia Opérations.

Le Préfet,
Pour le préfet, et par délégation,
Le sous-préfet,



Stéphane GUYON

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article 514-6 du Code de l'Environnement.